

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen de Thessalonique

Le Conseil européen, réuni à Thessalonique les 19 et 20 juin derniers, a été marqué par la remise, par le président Giscard d'Estaing, du projet de traité constitutionnel élaboré par la Convention.

Dans ses conclusions, le Conseil "estime que la présentation de projet constitutionnel [...] marque l'achèvement des tâches de la Convention telles qu'elles ont été définies à Laeken et, par conséquent, la fin de ses travaux. Cependant, en ce qui concerne la rédaction de la partie III, certains travaux d'ordre purement techniques sont encore nécessaires; ils devront être achevés le 15 juillet au plus tard". Il invite la future présidence italienne à faire en sorte que la conférence intergouvernementale puisse être convoquée en octobre 2003 et approuver le traité constitutionnel "à temps pour que les citoyens européens en aient connaissance avant les élections du Parlement européen de juin 2004".

"Les trois pays candidats –la Bulgarie et la Roumanie avec laquelle les négociations d'adhésion sont en cours, et la Turquie- participeront à toutes les réunions de la conférence en qualité d'observateurs".

"Le Conseil a décidé que le texte du projet de traité constitutionnel était une bonne base de départ pour la conférence intergouvernementale", laissant ainsi supposer qu'il pourra être modifié.

Rappelons, par ailleurs, que les prochaines, et dernières, réunions de la Convention sur la partie III du futur traité constitutionnel, relative aux politiques et au fonctionnement de l'Union, auront lieu les 4, 9 et 10 juillet prochains.

Livre vert sur les services d'intérêt général

Le CELSIG a été entendu par le Parlement européen (commission des affaires économiques et monétaires) lors de l'audition sur le Livre vert, le 11 juin dernier. En préambule, il a rappelé qu'il était indispensable, dans le futur traité constitutionnel, de rééquilibrer intérêt général et concurrence.

Le CELSIG a, notamment, souligné qu'une directive cadre (ou d'autres instruments législatifs transversaux) étaient nécessaires pour traiter ♦ "des grands principes et définitions des SIG dans l'Union (continuité, transparence, égalité et conditions d'accès, adaptation et évaluation démocratique, etc.)" ♦ "de la responsabilité des autorités publiques, par exemple la prestation par auto-production du service par l'autorité publique (la régie ou le "in house") doit être reconnue et définie, ainsi que les principes d'une régulation indépendante (des autres parties prenantes) à chaque échelon territorial en fonction du service considéré et de l'autorité publique responsable. La question des situations oligopolistiques doit être également abordée dans cette partie de la directive cadre, ainsi que la perspective de SIG européens" ♦ "des modalités de financement, sans en exclure aucune de façon à sécuriser les décisions .../..

European Council of Thessaloniki

The European Council which met in Thessaloniki on 19th and 20th June, was marked by President Giscard d'Estaing's presentation of the draft of the Constitutional Treaty, prepared by the Convention.

In its conclusions the European Council "considers that the presentation of the Draft Constitutional Treaty [...] marks the completion of the Convention's tasks as set out at Laeken and, accordingly, the end of its work. However, some purely technical work of drafting Part III is still required; this work should be completed by 15th July, at the latest". "It invites the next presidency of the Council, Italian, to ensure that the Intergovernmental Conference will be convened in October 2003 and will endorse the Constitutional Treaty" in time for it to become known to European citizens before the June 2004 elections for the European Parliament."

"The three candidate countries –Bulgaria and Romania, with whom accession negotiations are underway, and Turkey– will take part in all meetings of the Conference as observers".

"The European Council decided that the text of the Draft Constitutional Treaty provides a good basis for the beginning of the Intergovernmental Conference", thus suggesting the possibility for modifications.

Further, it should be recalled that the next, and the last, meetings of the Convention which will examine Part III of the future Constitutional Treaty, concerning policies and the operation of the Union, will be held on 4th, 9th, and 10th, July.

Green Paper on services of general interest

CELSIG drew the attention of the European Parliament (Economic and Monetary Affairs Committee) during the hearing on the Green Paper, on 11th June. In the preamble it recalled that it is crucial, in the future Constitutional Treaty, to establish a balance between general interest and competition.

In particular, CELSIG stressed that a framework directive (or any other legislative transversal tools) were necessary in dealing with ♦ "major principles and definitions of SGI in the Union (continuity, transparency, equality and conditions of access, adaptation and democratic assessment, etc.)" ♦ "the responsibility of public authorities, for example service provision through auto-production of the service by the public authority (state controlled or the "in house") should be acknowledged and defined, so too the principles of independent regulation (of other concerned parties) at each territorial level, in function of the service in question and of the responsible public authority. The issue of oligopolistic situations should also be tackled in this part of the framework directive, as well as the perspective of European SGI" ♦ "methods of funding, without excluding any one of them, so as to reinforce decisions .../..

et l'activité des autorités publiques en la matière et des opérateurs" ♦ "de l'évaluation démocratique, avec toutes les parties intéressées, de façon à améliorer et faire évoluer les SIG en cohérence avec l'évolution des besoins des sociétés européennes".

Le CELSIG a, par ailleurs précisé qu'il convenait d'éviter "le glissement progressif vers le tout marchand comme semblent le faire les institutions européennes (Commission et Cour, notamment, à travers leurs définitions de ce qu'est une activité économique et une entreprise à laquelle s'appliquent inévitablement les règles de concurrence). Pour éviter ce glissement que favorisent les règles de concurrence insuffisamment régulées, il convient, dans la directive cadre, de préciser ce qu'est un "SIG fondamental non marchand", un "service essentiel", "un bien commun naturel ou immatériel", ainsi que les conditions d'accès pour tous et comment les activités non lucratives (le tiers secteur) se situent par rapport aux règles de concurrence".

Le CELSIG a conclu en soulignant que "une directive cadre n'est pas exclusive de directives sectorielles qui précisent les dispositions générales et les adaptent à la spécificité de chaque service".

L'intégralité de l'intervention du CELSIG peut être consultée sur le site www.celsig.org

Accords aériens internationaux

Le Conseil transports du 5 juin dernier a donné, à l'unanimité, un mandat à la Commission pour négocier avec les Etats-Unis la création d'un "espace aérien ouvert" qui remplacera les onze accords "open sky" bilatéraux conclus par les Etats membres.

Il a, également, donné un "mandat horizontal" à la Commission pour renégocier tous les accords bilatéraux existants avec des pays tiers, y compris les Etats-Unis, afin de modifier les clauses, condamnées par la Cour de justice le 5 novembre 2002, qui violent la compétence externe de la Communauté ou celles relatives au droit d'établissement (voir bulletins 117 et 121).

Energie

♦ Le Parlement européen a adopté, en deuxième lecture et à une large majorité, le paquet législatif pour la libéralisation de l'énergie. Il donne ainsi son feu vert à l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz aux clients commerciaux le 1^{er} juillet 2004 et à tous les consommateurs le 1^{er} juillet 2007, tout en prévoyant une évaluation entre ces deux étapes.

♦ Dans un arrêt C-384/01, la Cour de justice n'a pas suivi la Commission qui avait introduit une requête visant à faire constater qu'en appliquant un taux réduit de TVA à la part fixe (abonnement) des prix de fourniture de gaz et d'électricité effectués par les réseaux publics, et un taux normal à la fourniture, la France a manqué aux obligations qui lui incombent en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur les chiffre d'affaires. Selon la Cour, la Commission n'a émis que des doutes, des hypothèses, ou des interrogations.

and the activity of public authorities in this field and those of operators" ♦ "democratic assessment, with all interested parties, in such a way as to improve and develop SGI in coherence with the evolution of the needs of European societies".

Further, CELSIG insisted that it would be advisable to avoid "a progressive shift towards a situation where all is commercial, as appear to be doing European Institutions (notably the Commission and the Court through their definitions of what is an economic activity or a firm, to which competition rules become inevitably applicable). In order to avoid this shift, further enhanced by competition rules that are not sufficiently regulated, it is necessary to clarify, in the framework directive, what is a "fundamental and non-commercial SGI", "an essential service", "natural or intangible common asset", as well as condition, of access for all and how non-profit making activities (third party sector) is placed in connection with competition rules.

CELSIG concluded by stressing that "a framework directive is not exclusive of sector based directives which specify general measures and adapt them to the specificity of each service"

The complete presentation of CELSIG is available at www.celsig.org.

International airspace agreements

The transport committee which met on 5th June, unanimously gave the Commission the mandate to negotiate with the United States the creation of "open aviation area" which would replace the eleven "open sky" bilateral agreements reached by Member States.

It also gave the Commission a "horizontal mandate" to renegotiate all bilateral agreements existing with third countries, including the United States, in order to amend clauses condemned by the Court of Justice on 5th November 2002, as violating the external competence of the Community or those concerning the right of establishment (see bulletins 117/121).

Energy

♦ The European Parliament adopted in second reading and by a very large majority, the legislative package for the liberalisation of energy. By this vote it gave its approval for the opening of electricity and gas markets for commercial clients as from 1st July 2004 and for all consumers starting from 1st July 2007, whilst providing for the possibility of assessing the situation in-between these two phases.

♦ In its decision C384 the Court of Justice disagrees with the Commission which submitted a claim to the effect that by applying a reduced rate of VAT on the fixed part (standing charges) of the cost of electricity and gas supplies applied by public networks and the normal rate on the supply part, France was failing to respect its obligations concerning the harmonisation of the laws in Member States concerning taxes on turnovers. According to the Court, the Commission accusations are simply, doubts, assumptions or queries.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.